

et soutien à des dictatures protégeant les intérêts français sur le territoire. En ce sens, le sous-titre de l'ouvrage, *Une histoire de l'impérialisme électoral*, évoque le concept qui constitue le fil rouge de l'étude. L'impérialisme électoral français caractérise en effet l'ensemble des interventions de la France dans les processus électoraux des pays étudiés dans l'objectif de sécuriser la promotion de ses intérêts nationaux.

Pendant la guerre froide, les pays occidentaux ont encouragé ces ingérences politiques par peur du communisme. Par ailleurs, les institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) ont promu une forte centralisation du pouvoir, affirmant qu'elle était la seule forme d'organisation politique et administrative propice au développement, alors qu'elle était plus souvent bénéfique aux intérêts occidentaux qu'à de meilleures conditions de vie pour la population locale.

De la démocratie en Afrique met en évidence un système d'ingérences politiques françaises dans seize pays africains qui prend plusieurs formes. Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla, au-delà d'une exposition systématique et sourcée des ingérences jugées problématiques, signent un épilogue critique des systèmes représentatifs dans le monde. Ils y remettent en question le pouvoir légitimant des élections, suggérant que la construction de gouvernements défendant les intérêts économiques et sociaux de la population générale pourrait se réaliser sur le long terme grâce aux mobilisations et réformes en Afrique, sans nécessairement passer par l'imposition de modèles extérieurs. Dans ce contexte politique et économique, certains coups

d'État sont apparus dans plusieurs pays comme le seul moyen d'opérer une alternance politique et, dans certains cas comme en Guinée ou au Gabon, de rajeunir les sphères dirigeantes.

Rose Mélot Chesnel
Ancienne assistante
de recherche à l'IRIS

***Washington face aux conflits
sécessionnistes // Jonathan Paquin***
(Québec : Presses de l'Université Laval,
2023, 244 p.)

Cet ouvrage – traduction de *A Stability-Seeking Power, U.S. Foreign Policy and Secessionist Conflicts*, publié par McGill-Queen's University Press en 2010, dont le contenu a été revu et augmenté – a pour principal objectif de comprendre et d'expliquer l'attitude et les réactions des États-Unis face aux conflits sécessionnistes durant la période de « l'après-guerre froide ».

Le concept de « quête de stabilité » internationale se situe au centre du livre. L'auteur le définit comme « un état de paix entre États souverains dans une région donnée » (p. 9). Ce concept guide les décideurs de la politique étrangère américaine lorsqu'ils sont confrontés aux crises sécessionnistes. Si une entité étatique émergente est perçue par la diplomatie américaine comme étant capable d'offrir plus de stabilité politique régionale que l'État central dont elle conteste la légitimité, les États-Unis reconnaîtront diplomatiquement l'État naissant, et non l'État central. Si en revanche les États-Unis estiment que l'État central est davantage en mesure de stabiliser son étranger proche, ils se rangeront de son côté et refuseront de

reconnaître diplomatiquement l'entité sécessionniste émergente. Pour appuyer cette assertion, l'auteur cite l'exemple du Somaliland. Les États-Unis ont aussi refusé de reconnaître deux régions appartenant à la Géorgie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud, deux « États » créés par la Russie en violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la Géorgie. Il appert que ces deux États fantoches ne peuvent pas contribuer à la stabilité du Caucase, et qu'au contraire, leur objectif est de déstabiliser davantage la Géorgie, agressée par la Russie en 2008.

Jonathan Paquin analyse ainsi sept cas de crises sécessionnistes pour tester et valider la pertinence du choix de ce concept et expliquer la conduite de la diplomatie américaine face à différentes configurations : la Catalogne, la Croatie, l'Érythrée, le Kosovo, la Macédoine, la Slovénie et le Somaliland. L'auteur explique la logique derrière la décision des États-Unis d'octroyer la reconnaissance diplomatique à quatre États issus de la désintégration de la Yougoslavie, à savoir la Slovénie, la Croatie, le Kosovo et la Macédoine. D'après les décisions prises par la diplomatie américaine, la reconnaissance diplomatique était préférable, car elle apportait plus de stabilité politique aux Balkans que les multiples guerres fomentées par la Serbie contre les États successeurs de la Yougoslavie. La Serbie prétendait être l'État central de la Yougoslavie et la seule capable de pacifier la région, assertion réfutée tant par les États-Unis que par l'Union européenne.

L'auteur offre une démonstration factuelle solide pour justifier le choix du concept de « quête de stabilité » comme primordial pour comprendre les

agissements de la politique étrangère américaine à l'égard des entités étatiques émergentes, mais minimise les variables explicatives alternatives telles que l'influence des lobbies ethniques et les intérêts commerciaux, sans toutefois les exclure complètement. Il inscrit le concept de quête de stabilité internationale dans un cadre théorique plus large, à savoir le réalisme défensif, qui offre une interprétation plus complète de l'ensemble de la politique étrangère américaine, au-delà de son attitude envers les conflits sécessionnistes.

Le livre de Jonathan Paquin, très bien documenté, satisfera à la fois les politistes et les historiens des relations internationales. Les sources primaires sont utilisées abondamment pour appuyer ses explications : l'auteur a demandé et obtenu les documents diplomatiques américains déclassifiés en provenance du département d'État et des ambassades américaines en vertu de la loi sur la liberté d'information (Freedom of Information Act). Les sources primaires sont complétées par des sources secondaires, ce qui permet aux lecteurs de se familiariser non seulement avec le sujet du livre mais aussi avec les régions où sont situées les études de cas choisies.

Renéo Lukic

**Professeur titulaire de relations
internationales à l'Université Laval**

***Balkans // Jean-Arnault Dérens
et Benoît Goffin (dir.)***

(Lyon : ENS Éditions, 2024, 159 p.)

Au lendemain des élections européennes de juin 2024, la perspective de l'intégration des Balkans occidentaux à l'Union européenne n'apparaît plus que